

505LMh33/1

810

(1939-40)

Suspension de certains délais au profit des mobilisés.-

Décret-loi du 1.9.39  
Décret-loi du 29.11.39  
Note sur la question  
Décret-loi du 20. 5.49

*marque*  
(J.O. 17.12.39)  
(J.O. 22. 5.49)



## E X T R A I T

du JOURNAL OFFICIEL du 24 Mai 1940

DECRET du 20 Mai 1940

complétant l'article 17 du décret du 29 Novembre  
1939 relatif à la reprise du cours  
de certains délais

**Décret complétant l'article 17 du décret  
du 29 novembre 1939 relatif à la reprise  
du cours de certains délais.**

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du président du conseil,  
ministre de la défense nationale et de la  
guerre, du garde des sceaux, ministre de  
la justice, du ministre du commerce et  
de l'industrie et du ministre des finances,

Vu la loi du 24 juillet 1867;

Vu le décret du 29 novembre 1939;

Vu la loi du 8 décembre 1939, modifiant  
l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938 sur  
l'organisation générale de la nation en  
temps de guerre;

Le conseil des ministres entendu,

**Décète:**

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 17 du décret du  
29 novembre 1939, tendant à la reprise du  
cours de certains délais, est complété par  
les alinéas suivants:

« Pendant toute la durée des hostilités  
et nonobstant toute disposition contraire  
des statuts, les gérants ou le conseil d'ad-  
ministration d'une société peuvent réunir  
les assemblées générales de toute nature  
en tout autre lieu que celui fixé par les  
statuts si les circonstances l'exigent.

« Pendant la même durée, le délai fixé  
par les statuts des sociétés pour la réunion  
de leur assemblée générale ordinaire est  
prorogé de trois mois sans pouvoir excéder  
toutefois le délai d'un an à dater de la  
clôture de l'exercice ».

Art. 2. — Le président du conseil, mi-  
nistre de la défense nationale et de la  
guerre, le garde des sceaux, ministre de  
la justice, le ministre du commerce et de  
l'industrie et le ministre des finances sont  
chargés, chacun en ce qui le concerne, de  
l'exécution du présent décret, qui sera  
soumis à la ratification des Chambres, dans  
les conditions fixées par la loi du 8 dé-  
cembre 1939, et publié au *Journal officiel*  
de la République française.

Fait à Paris, le 20 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:  
*Le président du conseil, ministre  
de la défense nationale et de  
la guerre,*

PAUL REYNAUD.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

ALBERT SÉROL.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*

LÉON BARÉTY.

*Le ministre des finances,*

LUCIEN LAMOUREUX.

REPERCUSSIONS DES DECRETS-LOIS DU 1er SEPTEMBRE 1939  
ET DU 29 NOVEMBRE 1939 SUR LE FONCTIONNEMENT DES  
ORGANES SOCIAUX DE LA S.N.C.F.

-----

Décret du 1er septembre 1939 -

*du 1er sept 1939 relatif aux actions en matière de guerre*  
Aux termes de l'article 1 <sup>du</sup> ~~de ce~~ décret-loi "à dater du  
"1<sup>er</sup> septembre 1939 et jusqu'à la date qui sera fixée ulté-  
"rieurement par décret, aucune prescription, expiration de  
"délais ou <sup>prescriptions</sup> ~~prescription~~ en matière civile, commerciale ou admi-  
"nistrative, ne peut être opposée autrement que dans les condi-  
"tions fixées à l'article 2, aux militaires appartenant aux  
"formations de l'armée et du territoire, aux personnes appar-  
"tenant aux formations visées par l'article 11, alinéa 1er,  
"3 e de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale  
"de la Nation en temps de guerre, ou aux Sociétés de commerce  
"dont tous les associés en nom collectif, les gérants ou les  
"administrateurs appartiennent auxdites formations".

Il résulte de ce texte que :

1° - Les dispositions du décret précité sont applicables  
notamment aux administrateurs et aux commissaires aux comptes  
de la S.N.C.F. qui ont été mobilisés.

2° - Elles ne le sont pas à la S.N.C.F. elle-même,  
puisque tous ses administrateurs ne sont pas mobilisés.

Décret du 29 novembre 1939 -

Ce décret renferme, d'une part, des dispositions  
concernant les personnes et sociétés visées par l'article 1er



du décret du 1er septembre 1939 et apporte, d'autre part, pour la durée des hostilités, certaines modifications à la législation des sociétés :

1° - Dispositions concernant les personnes et sociétés visées par le décret-loi du 1er septembre 1939 (article 16).

Elles sont au nombre de deux :

a) D'une part ne sont pas suspendus vis-à-vis des personnes visées par l'art. 1er du décret du 1er septembre 1939 et leur sont opposables les délais légaux et statutaires en matière de sociétés ainsi que les effets des dispositions légales et des clauses de contrats relatifs :

1°) aux réunions d'administrateurs, de commissaires, de membres de comités de direction ou autres;

2°) aux assemblées de toute nature d'actionnaires ou de porteurs de titres émis par la société;

3°) aux opérations des commissaires aux comptes.

b) D'autre part, en ce qui concerne les administrateurs et les membres du conseil de surveillance (1), le décret leur reconnaît "le droit de se faire représenter aux séances du Conseil par l'un de leurs collègues audit conseil". Ce droit est, en fait, déjà reconnu aux administrateurs de la S.N.C.F. par l'art. 10 des statuts.

L'art. 16 ajoute que "cette désignation, qui ne décharge-  
ra pas l'administrateur de la responsabilité attachée à ses

...

(1) Le conseil de surveillance est un organisme qui intervient exclusivement dans le fonctionnement des sociétés en commandite et qui a un rôle comparable à celui de la commission des comptes pour les sociétés anonymes.

fonctions, sera effectuée sous forme de lettre pour les opérations courantes de la Société ". De plus "les convocations adressées aux administrateurs qui ont la faculté de se faire représenter en vertu des dispositions qui précèdent devront leur rappeler la faculté qui leur est ainsi accordée et contenir l'indication précise de toutes les questions figurant à l'ordre du jour de la réunion". Il convient d'attirer spécialement l'attention sur l'opportunité de tenir compte de cette disposition dans la rédaction des convocations à adresser aux administrateurs de la S.N.C.F. mobilisés et d'y préciser que l'article 16 du décret-loi du 19 novembre 1939 leur donne la faculté de se faire représenter aux séances du conseil par l'un de leurs collègues audit conseil. Une telle indication paraît nécessaire bien que les statuts donnent ce droit aux administrateurs. En ce qui concerne l'indication précise des questions figurant à l'ordre du jour qui doit être, aux termes du décret, mentionnée sur ces convocations, aucun changement n'a à être apporté sur ce point aux errements actuels.

Il est à noter que cette faculté de représentation n'est pas accordée par le décret-loi aux ~~administrateurs~~ membres <sup>du</sup> comité de direction.

2° - Dispositions modifiant pour la durée des hostilités la législation des sociétés.

a) Aux termes de l'article 16 du décret, les quorums prescrits par l'article 31, al.4 de la loi du 24 juillet 1867,



pour la tenue des assemblées générales sont réduits des 2/3 à la moitié pour les assemblées délibérant sur première convocation et de la moitié au quart pour celles délibérant sur deuxième convocation. Il est de plus prévu qu'il ne sera pas procédé à une troisième assemblée. Dans ces conditions, les règles posées par l'article 25 des statuts qui prévoit la réunion de deux assemblées successives, le quorum étant du quart pour la première et pouvant être moindre pour la seconde, restent valables.

b) L'article 16 prévoit enfin que "les commissaires des sociétés anonymes assisteront aux assemblées générales des actionnaires, quels qu'en soient la nature ou l'objet, mais sans voix délibérative en cette qualité. Ils auront droit aux mêmes communications que les actionnaires et aux mêmes époques; ils pourront se faire délivrer copie des procès-verbaux des assemblées générales quelconques des actionnaires; ils feront un rapport spécial à l'assemblée générale annuelle sur l'exercice de cette mission".

La commission des comptes de la S.N.C.F., qui dispose des pouvoirs reconnus aux commissaires par les articles 32 et 34 de la loi du 24 juillet 1867, modifiée par les décrets-lois du 8 août 1935 et du 31 août 1937, n'intervient aux termes de l'article 6 de la Convention, que lors de la tenue de l'Assemblée Générale ordinaire réunie pour délibérer sur la gestion et les comptes de la Société. La disposition précédente de l'article 16 du décret-loi du 29 novembre 1939 apporte donc sur ce point une

modification importante puisque la commission des comptes devra, à l'avenir, intervenir lors de la tenue de toute assemblée générale, quels qu'en soient la nature ou l'objet. Elle n'aura cependant pas à intervenir lors de la tenue des assemblées spéciales ayant pour objet de désigner les membres de la Commission des comptes représentant les actionnaires.



DECRET-LOT du 29 novembre 1939

**Décret tendant à la reprise du cours de certains délais suspendus au profit des mobilisés par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939.**

**RAPPORT**

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 29 novembre 1939.

Monsieur le Président,

Le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux délais de procédure intéressant les mobilisés a pour conséquence, dans divers domaines qui touchent directement à la vie économique du pays, d'entraver certaines transactions utiles à l'activité générale. C'est ainsi que les ventes d'immeubles et de fonds de commerce, le règlement des faillites et des liquidations judiciaires, les enquêtes, le fonctionnement des sociétés, les procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique se trouvent en fait paralysés par l'effet des dispositions de ce décret, à raison de l'impossibilité, dans beaucoup de cas, de remplir les formalités essentielles prescrites par la loi.

Il convient donc, dans l'intérêt général, de remédier à la situation créée par ces dispositions qui s'imposaient dans toute leur rigueur aux premiers mois de la guerre, mais qui peuvent aujourd'hui être atténuées, au moyen de mesures appropriées répondant à la nécessité de maintenir l'activité économique sous toutes ses formes, tout en sauvegardant les intérêts dont le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 tend à assurer la protection.

Ces mesures ne peuvent être uniformes : elles doivent être en effet adaptées aux matières très diverses qu'elles affectent, suivant les particularités inhérentes à chacune d'elles. Mais, toujours, il a été tenu compte au souci de sauvegarder, dans toute la limite possible, les intérêts des mobilisés.

En général la reprise des délais à l'encontre de ces derniers n'est stipulée par le présent décret que dans les hypothèses où il est impossible d'obtenir cette reprise moyennant l'autorisation spéciale du président du tribunal prévue par l'article 2 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939.

En effet, cette autorisation ne peut pas être utilisée dans les procédures susceptibles d'intéresser des tiers dont l'existence est incertaine, ou dont le domicile est inconnu. Or, s'il convient de ne modifier à cet égard les dispositions moratoires qu'avec la plus grande prudence, il apparaît cependant qu'en ce qui concerne spécialement les deux procédures de la purge des hypothèques légales et de la surenchère du sixième, la crainte de porter atteinte à des droits légitimes ne saurait être mise en balance avec les inconvénients considérables qui résulteraient de la suspension indéfinie des délais.

Il en est de même en ce qui concerne la distribution du prix de vente des fonds de commerce, les répartitions en matière de faillite, ainsi que les opérations administratives et judiciaires nécessaires pour parvenir à une expropriation pour cause d'utilité publique.

D'autre part, le fonctionnement des sociétés peut être complètement arrêté dans certains cas, notamment lorsqu'il est nécessaire de faire courir certains délais contre tous les actionnaires sans exception. Il en est ainsi en matière d'augmentation de capital pour l'exercice du droit préférentiel de souscription.

A cette occasion, il a paru opportun d'accorder, par ailleurs, certaines facilités aux administrateurs mobilisés pour leur participation ; par mandataire, aux délibérations du conseil d'administration. Enfin les quorums des assemblées d'actionnaires ont été légèrement abaissés dans certains cas pour tenir compte des circonstances exceptionnelles nées de la guerre.

De même l'application des règles prescrites par le décret du 30 octobre 1935 sur la protection des obligataires en ce qui concerne les quorums à observer pour certaines assemblées, qui présente déjà des diffi-

cultés notables en période normale, risque de se révéler pratiquement impossible pendant le cours des hostilités du fait de l'absentéisme des porteurs. Comme les actionnaires, ceux-ci sont mobilisés et ne peuvent, pour la plupart, se préoccuper de la gestion de leurs intérêts privés ; ou bien les obligataires non mobilisés se trouvent éloignés provisoirement de leur résidence habituelle et ne disposent pas aisément de leurs titres ou récépissés de dépôt dans les banques.

En présence de ces difficultés, des entreprises ont été amenées à renoncer à convoquer des assemblées de la masse de leurs obligataires pour proposer des arrangements ; dans la crainte d'engager des frais et de ne pouvoir, en définitive, obtenir le quorum nécessaire à la validité des délibérations.

On conçoit combien les conséquences de cet état de choses peuvent être préjudiciables à la fois à la vie des sociétés et aux intérêts de leurs porteurs d'obligations. En effet, faute de pouvoir prendre des accords avec leurs créanciers obligataires, les sociétés dont la situation financière est gênée ne peuvent obtenir un allègement provisoire de leurs charges, ni même envisager tout autre programme, nécessitant l'autorisation de leurs créanciers, qui leur permettrait de continuer leur exploitation.

De façon à faciliter la conclusion d'accords entre les sociétés et leurs obligataires, pendant la période des hostilités, le quorum minimum des assemblées est ramené de 25 à 10 p. 100, pourcentage qui, dans la pratique, paraît pouvoir être atteint.

Ces diverses dispositions paraissent de nature à concilier tous les intérêts en cause. Elles sont inspirées des mesures analogues qui avaient été prises, dans un domaine il est vrai beaucoup plus limité, au cours de la guerre de 1914-1918 par la loi du 17 juin 1916 (purge et surenchère), le décret du 21 août 1914 (reprise des délais en matière de faillite), le décret du 5 novembre 1918 (surenchère en matière de faillite), la loi du 17 novembre 1918 (audition des témoins mobilisés).

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères,*  
ÉDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
GEORGES BONNET.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*  
ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des colonies,*  
GEORGES MANDEL.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies,

Vu la loi du 19 mars 1939, accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, modifié par le décret du 3 novembre 1939, relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés;

Le conseil des ministres entendu,

Décète:

#### *Inscriptions hypothécaires.*

Art. 1<sup>er</sup>. — A l'expiration d'un délai de trois mois, à dater de la publication du présent décret, les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, relatif aux actions en justice et aux délais de procédure intéressant les mobilisés cesseront d'avoir effet, en ce qui concerne les inscriptions de privilèges, d'hypothèques ou de nantissements sur immeubles ou fonds de commerce et les transcriptions immobilières, ainsi que les mentions de subrogation.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux renouvellements d'inscriptions qui continueront à être régis par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939.

Les conservateurs des hypothèques et les greffiers des tribunaux de commerce, requis de délivrer l'état des inscriptions grevant un immeuble ou un fonds de commerce, révéleront toutes les inscriptions qui, en raison de leur date, peuvent être atteintes par la suspension des délais de renouvellement.

#### *Ventes d'immeubles.*

Art. 2. — Pendant la durée des hostilités, il ne pourra être procédé à aucune vente judiciaire d'immeuble, sans qu'au préalable la levée de la suspension des délais de procédure en faveur des personnes et sociétés visés à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 soit intervenue conformément aux dispositions ci-après.

Art. 3. — Après avoir requis par lettre recommandée un état des inscriptions rela-

tives à l'immeuble, le poursuivant notifiera, à domicile réel, son intention de faire procéder à la vente tant aux créanciers inscrits, qu'aux créanciers à hypothèques légales non inscrites dont l'existence serait connue de lui ou révélée soit par l'état, soit par les titres de propriété. En matière de saisie immobilière, pareille notification sera faite après la délivrance, également requise par lettre recommandée, de l'état sur transcription du commandement valant saisie.

Cette notification sera faite par acte extrajudiciaire; l'huissier devra mentionner les indications qu'il aura pu recueillir sur la situation de l'intéressé au regard de l'application de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, relatif aux actions en justice et délais de procédure intéressant les mobilisés.

A l'égard de ces derniers, s'il en existe, la levée de la suspension des délais dont ils bénéficieraient ne pourra intervenir que dans les formes et conditions prévues aux articles 2 et 3 dudit décret.

Art. 4. — Si cette levée de suspension de délais est obtenue ou si aucun des intéressés ne tombe sous l'application des dispositions du décret précité, le président du tribunal civil devant lequel la vente doit être poursuivie rendra une ordonnance sur requête prescrivant une insertion, sous une forme sommaire, dans un journal d'annonces légales qu'il désignera. Cette insertion devra mentionner:

1<sup>o</sup> Les noms, prénoms, professions, demeures des parties et de leurs avoués;

2<sup>o</sup> La désignation sommaire de l'immeuble;

3<sup>o</sup> La mise à prix, si elle est connue;

4<sup>o</sup> L'indication du lieu où se fera la vente et, s'il échet, du tribunal qui l'a ordonnée.

Art. 5. — Dans le mois qui suivra cette insertion, tout intéressé appartenant à l'une des catégories visées à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, et à l'égard duquel il ne serait pas déjà intervenu une ordonnance levant la suspension des délais, pourra former opposition motivée à la levée de cette suspension par simple lettre recommandée adressée au greffier du tribunal compétent.

Mention de cette faculté devra être faite dans l'insertion prévue à l'article précédent.

Art. 6. — Si aucune opposition n'a été formée à l'expiration de ce mois, les délais prendront cours à l'égard de tous les intéressés sans distinction.

Si une opposition a été formée en temps utile, le président statuera sur son mérite par une nouvelle ordonnance qui ne sera susceptible ni d'opposition, ni d'appel, le requérant et les opposants dûment appelés sur convocation délivrée par les soins du greffier au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception. Cette ordonnance, si elle déboute l'opposant, fera courir les délais à l'égard de toutes les parties.

Art. 7. — Au moyen de l'accomplissement des formalités qui précèdent, la levée de la suspension des délais est définitivement acquise, même à l'égard des personnes qui auraient pris inscription postérieurement à la délivrance de l'état prévu

à l'article 3 ci-dessus. Cette levée est acquise quelles que soient les modifications qui pourraient survenir ultérieurement dans la situation des parties au regard du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, tant pour la procédure d'adjudication et ses suites, que pour les procédures postérieures ayant pour objet de la rendre définitive et de libérer l'adjudicataire, et pour tous incidents s'y rapportant.

Art. 8. — Lorsque les formalités qui précèdent n'ont pas été accomplies avant la vente, ainsi que dans le cas d'une vente amiable, les intéressés pourront obtenir cette levée de suspension de délais pour l'accomplissement des procédures ou des actes nécessaires pour rendre la vente définitive et libérer l'acquéreur, ainsi que pour le règlement de tous incidents s'y rapportant, en procédant comme il est dit aux articles 2 à 6 ci-dessus.

La notification préalable prévue à l'article 3 ainsi que l'insertion prescrite par le présent contiendront dans ce cas les mentions suivantes:

1<sup>o</sup> Noms, prénoms, professions et demeures des parties et de leurs avoués;

2<sup>o</sup> Désignation sommaire de l'immeuble;

3<sup>o</sup> Nom et adresse de l'acquéreur;

4<sup>o</sup> Montant du prix;

5<sup>o</sup> Et suivant les cas: la date de l'adjudication et l'indication du tribunal qui l'a prononcée ou la date de l'acte de vente et les noms et domicile du notaire qui l'a dressé.

Cette insertion contiendra la mention prévue au paragraphe 2 de l'article 5 qui précède.

Art. 9. — Les dispositions du présent décret s'appliqueront aux procédures en cours à dater de son entrée en vigueur, les formalités déjà remplies restant acquises.

Art. 10. — Pendant l'accomplissement des formalités qui précèdent, tous les délais afférents à la procédure poursuivie et impartis par la loi au poursuivant pour agir, seront suspendus pour la durée qui en restera à courir à compter du jour de l'envoi de la lettre recommandée prévue à l'article 3 et pour les procédures en cours, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret. Ils prendront leur cours conformément à l'article 6.

Art. 11. — Tous les actes de procédure nécessités par les articles 2 à 10 ci-dessus pour obtenir la levée de la suspension des délais sont visés pour timbre et enregistrements gratuits. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de ces textes.

#### *Fonds de commerce.*

Art. 12. — A l'expiration d'un délai de six mois, à dater de la publication du présent décret, les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 cesseront d'avoir effet en ce qui concerne les délais fixés par les articles 3, 4<sup>o</sup> alinéa, et 7, 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> alinéa, de la loi du 17 mars 1909 sur la vente des fonds de commerce.

Pendant la durée des hostilités tous les délais prévus par ladite loi sont doublés,



## M. Chessel

A) Je ne vois pas que'il soit ~~non~~ obligé de maintenir dans le PV la présence des Commissaires aux Comptes.

Même, pour les Assemblées générales ordinaires, en temps normal, la présence des Commissaires n'est pas mentionnée au PV et

Nous ne pouvons obliger les Commissaires aux Comptes à assister à une assemblée - La seule obligation qui nous incombe est de les convoquer officiellement, en temps utile - L'Art. 29-11-39 est d'ailleurs d'ordre une Commission aux Comptes l'accès des assemblées, même celles qui elles approuvent les Comptes annuels.

Nous nous sommes alors obligés, en les convoquant, une accusé de réception. L'As. g<sup>l</sup> du 30 octobre et en mettant tous les documents utiles - Leur de présence - Note de mise en avant, etc. Tous les justificatifs utiles.

B) Je me propose de donner le renseignement 28/28

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

CABINET DU PRÉSIDENT

M. Theillier

Questions d'opérations financières et la  
Création des G. M. L. :

19. M. L. M. M. fait mention, sur la  
P. V. de la séance Assemblée Générale, de la  
Commission n. 6 présente la mention de la  
Commission.

M. L. M. M. fait mention de la  
Commission n. 6 présente la mention de la  
Commission.

M. L. M. M. fait mention de la  
Commission n. 6 présente la mention de la  
Commission.

M. L. M. M. fait mention de la  
Commission n. 6 présente la mention de la  
Commission.

M. L. M. M. fait mention de la  
Commission n. 6 présente la mention de la  
Commission.

2712

7



### Faillite.

Art. 13. — A l'expiration d'un délai de trente jours, à dater de la publication du présent décret, les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 cesseront d'avoir effet en ce qui concerne les délais fixés par le code de commerce en matière de faillite et par la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire, mais elles resteront applicables à la déclaration de faillite.

Pendant la durée des hostilités, seront uniformément augmentés de trente jours francs, tant en cas de faillite qu'en cas de liquidation judiciaire, les délais fixés par les articles 492, 495, 512, alinéa 2, 580 et 582 du code de commerce ainsi que les délais impartis pour contester la taxation des honoraires des syndics et des liquidateurs.

Pendant le même temps, les liquidateurs et les syndics en cas d'union, et les débiteurs en cas de concordat homologué devront réserver les dividendes pouvant revenir à tous les créanciers figurant au passif et n'ayant pas produit.

Après la date de la cessation des hostilités, les créances n'ayant pas fait l'objet d'une production seront révisées. Un décret déterminera les conditions dans lesquelles aura lieu cette révision et le délai dans lequel les sommes réservées pourront être distribuées aux autres créanciers.

Pendant la durée des hostilités, par dérogation à l'article 513 du code de commerce, le tribunal saisi pourra, avant de statuer sur le concordat voté, décider qu'une seconde assemblée aura lieu dans la quinzaine.

### Enquêtes.

Art. 14. — Pendant la durée des hostilités, s'il échet, dans une enquête civile, d'entendre un ou plusieurs témoins mobilisés, le tribunal, ou, en cours d'enquête, le juge-commissaire, pourront donner commission rogatoire aux autorités désignées ci-après en prorogeant, s'il y a lieu, la durée de l'enquête. Cette prorogation pourra toujours être renouvelée.

Lorsque le témoin à entendre est mobilisé dans la zone des armées, la commission rogatoire sera donnée au juge d'instruction militaire près le tribunal militaire dont relève le corps de troupe ou le service auquel appartient le témoin, avec faculté de délégation à l'un de ses substituts.

L'expédition du jugement avant faire droit et celle de l'ordonnance, s'il y a lieu, seront transmises sous pli recommandé, avec avis de réception, par les soins du greffier du tribunal civil. Il sera loisible aux parties en cause, qui devront être avisées de cette transmission au moins dix jours à l'avance par lettre recommandée adressée par le greffier avec avis de réception, d'y joindre un questionnaire afférent aux faits articulés. Le témoin comparaitra sur l'ordre de l'autorité militaire qui lui notifiera en même temps les faits articulés.

Le procès-verbal de l'officier enquêteur sera adressé, sous pli recommandé, au greffier du tribunal civil, dans la quinzaine

de la signification de ce procès-verbal, chacune des parties pourra, le cas échéant, requérir du juge-commissaire la transmission à l'officier enquêteur de questions complémentaires.

En ce qui concerne les témoins mobilisés dans la zone de l'intérieur, la commission rogatoire sera donnée par le tribunal ou par le juge-commissaire au président du tribunal civil de leur résidence, avec faculté de délégation à un juge du même siège.

Par dérogation aux dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, les délais de citation ne seront pas suspendus.

### Sociétés.

Art. 15. — A dater de la publication du présent décret, les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 cessent d'avoir effet en ce qui concerne le délai fixé par l'article 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, du décret du 8 août 1935 créant au profit des actionnaires un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital, ainsi qu'en ce qui concerne les délais statutaires fixés pour l'exercice de tous droits de préférence accordés par les statuts ou par l'assemblée générale aux ayants droit visés à l'article 12 du décret du 8 août 1935, modifié par celui du 30 octobre 1935.

Pendant la durée des hostilités, le délai réservé aux actionnaires par l'article 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, du décret du 8 août 1935 susvisé, ne pourra être inférieur à un mois. Il prendra cours, ainsi que le délai imparté par l'article 3, alinéa 2, dudit décret pour l'envoi aux actionnaires de la lettre recommandée, au plus tôt le lendemain de la dernière en date des quatre insertions prévues ci-après.

L'insertion dans un journal d'annonces légales prescrite à l'article 2 du décret du 8 août 1935 devra être répétée à une semaine d'intervalle dans le *Bulletin des annonces légales obligatoires*, l'avis inséré dans la notice visée à l'article 3, 1<sup>er</sup> alinéa, du décret du 8 août 1935 comptant pour l'une de ces deux insertions.

Art. 16. — Ne sont pas suspendus vis-à-vis des personnes et des sociétés visées à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 et leur sont opposables les délais légaux et statutaires en matière de sociétés civiles et commerciales, ainsi que les effets des dispositions légales et des clauses des contrats, relatifs :

1<sup>o</sup> Aux réunions de gérants, d'administrateurs, de liquidateurs, de membres de conseils de surveillance, de commissaires, de membres de comités de direction ou autres ;

2<sup>o</sup> Aux assemblées de toute nature d'associés, d'actionnaires, d'obligataires, de porteurs de parts bénéficiaires ou de porteurs d'autres titres émis par une société ;

3<sup>o</sup> Aux opérations de commissaires ou de conseils de surveillance.

Pendant la durée des hostilités, les quorums prescrits par l'article 31, alinéa 4, de la loi du 24 juillet 1867, seront, nonobstant toutes clauses contraires des statuts, réduits des deux tiers à la moitié, pour les

assemblées délibérant sur première convocation et de la moitié au quart pour celles délibérant sur deuxième convocation. Il ne sera pas procédé à une troisième assemblée. Les dispositions de l'article 31, alinéa 5, s'appliqueront à la deuxième assemblée délibérant également avec le quorum du quart.

Pendant le même temps, les commissaires des sociétés anonymes assisteront aux assemblées générales des actionnaires quels qu'en soient la nature ou l'objet, mais sans voix délibérative en cette qualité. Ils auront droit aux mêmes communications que les actionnaires et aux mêmes époques ; ils pourront se faire délivrer copie des procès-verbaux des assemblées générales quelconques des actionnaires ; ils feront un rapport spécial à l'assemblée générale annuelle sur l'exercice de cette mission.

Pendant le même temps, nonobstant toute clause contraire des statuts, toute personne ou société visée par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 investie des fonctions d'administrateur ou de membre d'un conseil de surveillance d'une société, aura le droit de se faire représenter aux séances du conseil par l'un de ses collègues audit conseil.

Cette désignation, qui ne déchargera pas l'administrateur de la responsabilité attachée à ses fonctions, sera effectuée sous forme de lettre pour les opérations courantes de la société et par procuration spéciale pour les opérations concernant une modification des statuts ou une modification du capital.

Les convocations adressées aux administrateurs qui ont la faculté de se faire représenter en vertu des dispositions qui précèdent devront leur rappeler la faculté qui leur est ainsi accordée et contenir l'indication précise de toutes les questions figurant à l'ordre du jour de la réunion.

Art. 17. — Les gérants ou le conseil d'administration d'une société pourront, nonobstant toute clause contraire des statuts, transférer provisoirement le siège de la société pendant la durée des hostilités dans toute l'étendue du territoire français, sans autorisation spéciale des autres associés ou de l'assemblée générale.

Ce transfert provisoire fera l'objet, sans préjudice des formalités prévues par la loi du 18 mars 1919 sur le registre du commerce, d'un dépôt et d'une publication portant uniquement sur la décision de transfert avec indication du greffe du tribunal de commerce où les statuts originaux et leurs modifications auront été déposés ainsi que la date des dépôts.

### Obligataires.

Art. 18. — Pendant la durée des hostilités, la troisième assemblée prévue à l'alinéa 4 de l'article 22 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires pourra délibérer valablement, si elle réunit un dixième du nombre des obligations ou des titres d'emprunt susceptibles d'être représentés à l'assemblée générale aux termes de l'article 15 dudit décret.

*Expropriation pour cause d'utilité publique.*

Art. 19. — En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 cesseront d'avoir effet à l'expiration d'un délai qui sera de trois mois à compter de la publication du présent décret pour les expropriations soumises aux formalités prescrites par les titres I<sup>er</sup> et II du décret du 8 août 1935, modifié par le décret du 30 octobre 1935, et de trente jours francs à compter de cette publication pour les expropriations auxquelles ces formalités ne sont pas applicables.

Art. 20. — Pendant la durée des hostilités, les insertion et notification individuelle, prescrites par le dernier alinéa de l'article 6 et le premier alinéa de l'article 7 du décret du 8 août 1935, modifié par le décret du 30 octobre 1935, seront faites trente jours au moins avant le dépôt à la mairie du plan visé à l'article 5 de ce décret.

Pendant cette même durée seront uniformément augmentés de trente jours francs les délais prévus par les articles 21, 24, 25, 27, 32, 39, 73 et 76 dudit décret.

Art. 21. — Pendant la même durée, pour les expropriations auxquelles sont applicables les formalités des titres I<sup>er</sup> et II du décret du 8 août 1935, les significations et notifications prescrites par ce décret devront obligatoirement être réitérées par lettre recommandée lorsque l'intéressé sera une des personnes ou sociétés qui auraient pu jusqu'alors bénéficier des dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 précité et que l'acte n'aura pas pu être délivré à personne.

Art. 22. — Dans tous les cas où, en vertu du présent décret, il est mis fin à la suspension d'un délai à une date où, en l'absence de toute disposition exceptionnelle, ce délai ne serait pas encore venu à expiration, l'arrivée du terme normal produit les mêmes effets que si, à aucun

moment, une suspension n'était intervenue.

Sous réserve des dispositions transitoires qui pourront être alors adoptées, le décret qui fixera, conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, la date où cesseront toutes autres suspensions de péremptions, de prescriptions et de délais prévues audit article aura le même effet, pour les délais dont il rétablira le cours avant qu'ils ne soient parvenus à leur terme normal.

Art. 23. — Un décret déterminera les conditions d'application du présent décret aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ainsi que dans les colonies et territoires relevant du ministre des colonies.

Art. 24. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément à la loi du 19 mars 1939.

Art. 25. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil, ministre  
de la défense nationale et de la  
guerre et des affaires étrangères,*  
ÉDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
GEORGES BONNET.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*  
ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des colonies,*  
GEORGES MANDEL.